



La Lettre d'EMA Hors série

Echanges Massy-Afrique

Echanges Massy-Afrique. 34, avenue Georges Clemenceau – 91300 Massy
Tél. : 09 53 71 71 53 ou 01 60 11 56 65

BON ANNIVERSAIRE EMA 1981-2011, TRENTE ANS DE PARTENARIAT AU BURKINA FASO

NAISSANCE : témoignage de Sylvette Alamichel

En 1980, Claude Alamichel – massicois depuis 1960 – était membre de l'association Action internationale contre la faim. A cette date, Jean-Philippe Somda, étudiant du Burkina Faso – encore Haute Volta à l'époque – qui préparait une thèse dans un laboratoire de l'université d'Orsay voisin du sien, vint un jour trouver Claude et lui dit : je sais que tu t'occupes de solidarité internationale, pourrais-tu t'occuper de mon village ? Claude prit le temps de réfléchir et décida qu'il s'occuperait de ce village avec une association qu'il allait créer à Massy (il avait l'expérience !¹).

Il fallait trouver des partenaires. Tout de suite, il pensa à Jean-Jacques Bimbenet avec lequel il avait déjà œuvré pour la démolition du bidonville près de l'église Sainte Marie Madeleine avec le relogement de ses habitants. Au cours d'une conversation, Jean-Jacques décida de participer à l'entreprise. Echanges Massy-Afrique était née². Un bon nombre de personnes connues de Claude et de Jean-Jacques, dont Yves de Parcevaux et Gérard Cuvelier, vinrent grossir le bureau. Je ne cite pas d'autres noms, j'en oublierais.

Armé des conseils de Jean-Philippe Somda, Claude décida de se rendre à Béné pendant l'hiver 1981. Il partit seul, avec une grosse valise à moitié pleine de médicaments. Pour aller à Béné, il fallait, à l'époque, prendre le train qui va de Ouagadougou à Bobo-Dioulasso. Pittoresque ! Convivialité et grand partage de nourriture pendant le trajet.



Claude Alamichel en discussion à Béné

¹ Pour aider des réfugiés indochinois à s'insérer en France, Claude Alamichel avait fondé le Comité SOS réfugiés. Son objectif d'insertion ayant été atteint, ce Comité avait cessé son activité en avril 1981

² Les statuts ont été déposés à la Sous-préfecture de Palaiseau le 23 novembre 1981

A Bobo, il fallut trouver le camion d'Ambroise qui allait jusqu'à Kpaï. Claude eut droit à une place dans la cabine à côté d'Ambroise. Arrivé au bar de Kpaï où avait été fixé le lieu de rencontre, personne pour attendre Claude : le rendez-vous n'avait pas fonctionné. Il passa la nuit dans l'arrière-boutique en compagnie d'un rat et le lendemain, partit à pied avec sa valise pour Béné à environ 5 km de là. Au bout d'un moment, un jeune garçon à bicyclette a rattrapé Claude et a compris qui était ce blanc innocent qui portait son énorme valise. Celle-ci fut montée sur le vélo d'Hippolyte et l'équipage arriva à Béné où Jean de la Croix prit Claude en charge.

La suite ressemble à tous les voyages ultérieurs : rencontres avec le chef du village, les instituteurs, l'encadreur agricole, etc. Les premiers projets ont concerné la construction d'une retenue d'eau et le creusement de puits.



Le premier puits
EMA à Béné

Evolution pendant les 30 ans qui ont suivi.

Ces 30 ans nous ont permis de connaître quelque peu les Dagaras, la population locale, de mettre à l'épreuve nos belles idées de solidarité, en faisant des expériences souvent positives mais aussi parfois négatives et d'en tirer les leçons.

– **De la politique « tout cadeau » à celle des contrats**

Nous avons mis du temps avant de nous rendre compte que les dons à une ou à quelques personnes, répondant à des besoins personnels, créaient des jalousies dans le village. Cette suspicion portait aussi sur « les amis des Blancs » chargés de mener à bien des projets collectifs. Les dons, surtout les dons personnels, ne construisent rien et ne créent que des problèmes.

Nous avons donc cessé de faire des dons et mis en place des contrats, comportant des droits et obligations des deux côtés, entre EMA et une association type loi de 1901 de villageois (Ekoma). Cette solution a aussi l'avantage d'éviter les détournements de fonds très tentants quand EMA n'avait qu'un seul interlocuteur et d'obtenir la transparence de l'affectation de l'argent en exigeant des factures et un compte-rendu public des dépenses. Nous n'étions plus « des Pères Noël » mais des partenaires.

– **Des projets suggérés aux projets sollicités**

Ce partenariat transparait aussi par une meilleure compréhension de notre part des besoins réels des villageois qui ont su les exprimer. Les échanges, surtout au cours des missions, nous permettent de transformer réciproquement nos points de vue, pour avoir chacun exprimé nos motivations et mesuré le bien-fondé des projets. Au bout de deux ou trois ans, un consensus s'élabore. Les orientations annuelles résultent alors de choix partagés et de négociations. Ekoma a accueilli des femmes dans ses structures. Nous ne financions que des réalisations collectives, nous avons accepté de financer des projets économiques individuels. Nous soutenons Ekoma dans sa volonté de devenir notre interlocuteur prioritaire... Nous ne sommes plus « le grand frère » mais le partenaire.

– **Des ouvrages hydrauliques au soutien au système scolaire et à l'économie**

Nous avons progressivement abandonné ce qui est devenu hors de notre portée : retenues d'eau (sauf digues rizicoles, digues filtrantes) et forages, pour nous consacrer à ce qui nous est financièrement accessible : essentiellement le soutien au système scolaire (constructions et appui aux parents, notamment par la prise en charge de la scolarité des filles) et l'aide aux activités génératrices de revenus tant pour les hommes que pour les femmes et minoritairement l'appui au secteur sanitaire.

– **Du matériel à l'immatériel : développement durable et autonomie**

EMA n'a financé au départ que des réalisations matérielles. Notre position a évolué à la demande de nos amis burkinabè, après de longues discussions et après avoir surmonté bien des réticences. Nous avons accepté de consacrer une part conséquente du budget au financement de formations. Apprendre à gérer un contrat, tenir un compte, mener une activité en gardant des provisions financières pour la suite, faire des appels d'offres, etc., toutes ces compétences qui ne sont pas dans la culture traditionnelle au Burkina, sont considérées par EMA comme faisant partie du chemin vers l'autonomie. Nous avons ainsi mis en place des formations à la gestion, à la surveillance des chantiers, à la rédaction des demandes de contrats, etc.



De même, nous accompagnons les aides matérielles (pour l'achat de bœufs ou de moutons, etc.) de formations correspondantes (élevage et la protection des sols) quitte à réduire le nombre des animaux subventionnés. L'agrément d'un projet individuel comporte désormais un volet d'accompagnement pour qu'il ait plus de chance de réussite (tenue d'un compte d'exploitation...) et que les acquis soient transposables à d'autres activités.

Tout cela, de même que l'appui à la scolarité, nous paraît susceptible d'assurer la durabilité du développement.

L'évolution des mentalités, l'élargissement des savoirs et la capacité à être autonome sont, sur le long terme, plus importants que les constructions matérielles.

– **De l'appui exclusif aux projets des hommes à une relation plus équilibrée avec les femmes**

De notre expérience en milieu rural, nous avons été frappés par le courage des femmes et leur difficulté à s'émanciper de la tutelle pesante des hommes. En essayant de ne pas imposer notre modèle de société à nos interlocuteurs, nous avons cherché à donner aux femmes la place qu'elles revendiquent, parfois, non sans difficultés.

Aujourd'hui, elles ont une place non contestée, semble-t-il, encore que minoritaire, dans Ekoma, ainsi que dans les aides aux « activités génératrices de revenus ».



Mission 2010 EKOMA - EMA



Les femmes d'EKOMA

– **Vers une coordination plus étroite avec l'Administration et les autorités locales**

La politique de décentralisation menée dans tout le Burkina Faso, a donné naissance à la commune rurale de Koper avec ses 21 villages dont les 5 avec lesquels nous coopérons soit environ 20 000 habitants. Nous avons maintenant en la personne du maire, un interlocuteur chargé de la coordination des projets, y compris ceux des ONG. Désormais nos actions s'intègrent dans le plan de développement de la commune.

Nous avons pris acte des changements des normes administratives relatives par exemple, aux constructions scolaires et, en matière sanitaire, de ne plus interférer par des dons avec la filière officielle en « médicaments essentiels et génériques », de supprimer toute aide aux infirmeries et maternités de villages, ce que nous faisons auparavant pour nous concentrer sur l'équipement du Centre de santé communal.

– **Ce qui ne change pas : travailler dans la durée et la fidélité**

Comme tout un chacun, les Burkinabè n'accordent leur confiance et leur amitié qu'à des gens qu'ils voient sur une certaine durée : nous avons senti le climat changer après les 2 ou 3 premières missions. C'est pour cela que notre association est restée depuis 30 ans fidèle à Béné, le premier village visité, puis à Kpaï, avant d'élargir son action à trois autres villages.

Tous les ans, nous organisons une mission sur place avec 3 ou 4 personnes (32 missions en 29 ans). Au fil des missions, certains d'entre nous ont tissé avec nos partenaires des relations amicales appelées à se poursuivre et à s'étendre aux nouveaux venus tant à Koper qu'à Massy.

